Après les élections, le combat contre Macron

Les élections en France se suivent et ne se ressemblent pas. À la suite d'une longue et passionnante campagne, plus de 36 millions d'électeurs ont voté le 23 avril, en sachant pour qui et pourquoi. Ils étaient 31 millions pour le deuxième tour et on comprend le nombre de votes blancs et nuls et le niveau d'abstention élevée comme un refus politique de choisir entre Macron et Le Pen.

Les législatives qui viennent d'avoir lieu ont été une tout autre affaire. Seuls 22.65 millions ont fait le déplacement pour le premier tour, le11 juin. Une semaine plus tard, ils étaient un peu plus de 18 millions à voter. Entre les deux tours, le taux d'abstention est passé de 51,3 à 57,36%. Donc moins de 43% des électeurs ont voté au deuxième tour. Du jamais vu, mais cela se comprend. Quand la Constitution a été modifiée pour raccourcir le mandat présidentiel de sept à cinq ans il a aussi été décidé que les législatives suivraient directement les présidentielles. Du coup ces élections ont commencé à se vider de leur sens. Elles étaient là pour confirmer le vote des présidentielles. Cela tendait à faire de l'Assemblée un simple appendice de la Présidence de la République. Face à ce type d'élections, ceux qui voulaient que le président ait une majorité parlementaire votaient pour son parti, ceux qui étaient vraiment motivés à l'en empêcher ont voté autrement. Et de plus en plus nombreux, les gens n'ont pas voté du tout. Le taux d'abstention a augmenté à chaque élection, passant de 32% en 2002 à 57% en 2017.

C'est la première raison, structurelle, qu'il faut prendre en compte pour expliquer le taux d'abstention. Mais il y a une raison spécifique à cette élection, que nous avons citée dans des articles précédents: la victoire d'Emmanuel Macron a des

pieds d'argile. Nous l'avons déjà vu au deuxième tour de l'élection présidentielle: ce qui a fait élire Macron, ce sont ceux qui ne voulaient pas voter pour lui, mais contre Le Pen. Mais dans les élections législatives, le parti de Macron, REM, avec ces alliés centristes du MoDem, ont obtenu 32,3% des voix exprimées, c'est-à-dire moins de 16 % des inscrits. Pour le programme antisocial ambitieux du nouveau président, c'est une base extrêmement faible. Et autant on comprenait ceux qui ont refusé de choisir le 7 mai, autant on ne sait pas ce que pensent ceux qui n'ont pas voté aux législatives. Ils n'ont pas voulu voter pour Macron, ni contre. Pourtant, ils existent. Ils travaillent, ils sont au chômage, ils font des études, ils sont à la retraite. Mais ils existent, ils pensent, ils seront touchés par les mesures du nouveau gouvernement, ils peuvent agir. Et leur apathie apparente peut se transformer en colère. Ce que Jean-Luc Mélenchon a bien compris dans son discours à Marseille le soir du 18 juin.

Le système électoral français est particulièrement cruel à l'égard de minorités, encore pire que celui d'outre-Manche. Le rapport entre le nombre de voix et le nombre de sièges varie énormément. Ainsi avec un peu plus de 7 millions de voix au premier tour, le bloc REM-MoDem a 350 sièges. La France insoumise, avec 2, 5 millions de voix, a 17 sièges; le PCF, avec un peu plus de 600,000 voix, 11 sièges; et avec 1,68 million, le PS et ses alliés en ont 44.

Il s'est passé quand même quelque chose entre le premier et deuxième tour. Sur la base du premier tour, les estimations allaient jusqu'à 450 à 475 sièges pour le bloc présidentiel. La gauche radicale n'était pas sure d'avoir un groupe, même en additionnant les forces de LFI et du PCF. Et le Front national n'était pas sûr de dépasser ses deux sièges dans l'Assemblée sortante. Les résultats du 11 juin ont infirmé ces prévisions. La gauche aussi bien que le Front national ont fait mieux que prévu, le bloc macroniste moins. On peut supposer qu'au deuxième tour il y a des électeurs macronistes qui n'ont pas

voté, pensant peut-être que l'affaire était déjà dans le sac. Et que des électeurs FN qui s'étaient abstenus au premier se sont mobilisés au second. Et qu'à gauche la mobilisation des électeurs et les reports de voix ont était suffisants pour éviter le pire et même en sortir la tête haute.

À l'arrivée le Front national a eu huit élus, avec un triomphe personnel pour Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Cela lui donne un peu de marge de manœuvre et le met dans une meilleure situation pour aborder le débat sur le bilan des présidentielles et surtout celui, inéluctable, sur la stratégie future du FN.

À gauche, LFI avec ses 17 élus était tout de suite capable de former un groupe. Le PCF en a onze. En fait, c'est plus compliqué que simplement LFI ou PCF. Il y a sept élus strictement PCF, plus trois PCF soutenus par LFI, dont Marie-George Buffet. Il y a deux avec la double investiture, Clémentine Autain et François Ruffin. Cinq des nouveaux députés appartenant à d'autres partis ont signé la Charte de LFI: deux PCF, une Ensemble, deux Réunionnais. Enfin, il y a douze députés purement LFI. Le chiffre de 17 avancé pour un groupe LFI à l'Assemblée comprend les trois dernières catégories. Quand le PCF donne un chiffre de onze élus, il compte manifestement sur l'un de ceux qui ont signé la Charte. Il semblait possible et souhaitable qu'il y ait un seul groupe LCI-PCF. Du côté du PCF, on aurait pu penser que la décision serait prise par le Conseil national de ce parti qui aura lieu les 23 et 24 juin. Mais on vient d'annoncer par la voix d'André Chassaigne qu'il n'y aurait pas de groupe commun avec LFI, mais un groupe PCF avec les quatre députés d'outremer qui s'étaient déjà alliés avec lui au dernier Parlement.

Au-delà des questions d'alliances il faut apprécier les succès de LFI et du PCF. LFI a pris les deux sièges du département de l'Ariège, où Mélenchon était arrivé en tête le 23 avril. Il a remporté six des 12 sièges pour le département emblématique de

Seine-Saint-Denis, auxquels il faut ajouter celui de Marie-George Buffet. LFI a aussi pris un siège tenu historiquement pas le PCF en Val-de-Marne et Elsa Faucillon récupère pour le PCF le siège de Gennevilliers-Colombes, perdu en 2012. Dans le Nord il y a deux députés PCF et deux LFI. En Meurthe-et-Moselle Caroline Fiat remporte le seul duel LFI-FN. André Chassaigne du PCF est réélu avec 63% de voix dans le Puy-de-Dôme. Jean-Luc Mélenchon remporte un siège à Marseille avec presque 60% des suffrages. Pour LFI, mouvement qui a été créé en février 2016 ses résultats sont, dans les circonstances difficiles de ces élections, un triomphe. Aux 17 élus il faut ajouter de très bons résultats aux premier et deuxième tours. Au premier tour LFI a distancé le PCF dans la grande majorité de circonscriptions, y compris dans certains de ses anciens bastions. Pour le PCF le résultat est un soulagement par rapport aux prévisions. Le débat sur le bilan des deux campagnes électorales et les perspectives devrait être moins tendu.

Un des axes de campagne d'Emmanuel Macron était la promesse de rompre avec la corruption et les scandales qui ont éclaboussé aussi bien la droite que le PS, de moraliser la vie publique et d'avoir un gouvernement exemplaire à cet égard. Il semble que ce n'est pas si facile. Nous avons déjà parlé du cas de Richard Ferrand, qui va maintenant quitter le gouvernement, apparemment à la demande de Macron, et qui est préconisé pour être président du groupe REM à l'Assemblée. Ensuite, trois représentants du MoDem, dont son chef de file, François Bayrou, vont aussi se retirer du gouvernement; leur parti est accusé d'avoir créé des emplois fictifs. Potentiellement plus grave, le 20 juin la police anticorruption a fait une perquisition au siège du groupe publicitaire Havas, concernant un voyage de Macron à Las Vegas en 2016, quand il était ministre de l'Économie. Aussi impliquée est l'actuelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui avait organisé le voyage. Au niveau du groupe parlementaire du REM on commence à voir les conséquences d'avoir fabriqué un instrument politique

de toutes pièces. Il y a maintenant plusieurs nouveaux députés qui se révèlent être embrouillés dans des affaires judiciaires.

Les deux grandes forces traditionnelles, la droite et le PS, ont aussi fait mieux que prévu. Les Républicains (LR) ont 112 sièges, auxquels il faut ajouter 18 pour les centristes de l'UDI. Mais la force d'attraction du macronisme se fait encore sentir. Il y a un nouveau groupe, regroupant l'UDI et une partie de LR, qui serait plus Macron-compatible. Le PS a lui-même 30 sièges plus 14 pour ses alliés divers. Le Bureau national du parti vient de décider que le PS sera dans l'opposition. Reste à voir ce que feront les députés. Le débat sur l'avenir du parti commence et devrait en principe durer jusqu'au prochain congrès, au printemps 2018. Mais les partisans de Benoît Hamon vont se réunir le 1er juillet pour décider s'ils vont rester au PS ou partir pour travailler avec la gauche radicale, notamment LFI. Et d'autres encore seront attirés par Macron.

Pour revenir à la gauche radicale, il ne faut pas se laisser entraîner dans les querelles entre LFI et le PCF. Il semble qu'il y aura maintenant deux groupes. Il y a des raisons à cela. Peut-être cela peut changer à l'avenir. Deux choses semblent essentielles. D'abord, il ne faut pas laisser les arbres des divergences LFI-PCF cacher la forêt. Et la forêt, c'est cette remarquable campagne politique qui, partant de pas grande chose, a su construire un mouvement original, gagner le soutien de 7 millions d'électeurs et qui a raté le deuxième tour de quelques centaines de voix. En cours de route LFI a pu attirer le soutien de forces politiques qui au départ avaient d'autres projets. De cette expérience d'une campagne politique de masse, il faut apprendre. Tout en gardant des rapports fraternels avec d'autres forces politiques et notamment le PCF.

Ensuite, il y aura des batailles à mener contre la politique de Macron, en premier lieu pour résister à son offensive contre le Code du travail. L’unité la plus importante est celle qu’il faut construire au cours de cette lutte et d’autres encore. Le discours de Mélenchon le 18 juin était tout axé sur les luttes et la résistance, avec l’appel à un «nouveau front populaire politique, social et culturel». Ce qui comprendra forcément le PCF, les autres forces de gauche vives, les syndicats, les associations. Le terrain électoral a donné ce qu’il a pu, et c’était beaucoup. Maintenant il faut faire la suite dans la rue, dans les quartiers, sur les lieux de travail.